

Maires pour le Bien Commun

ANALYSE POLITIQUE DE L'ÉPIDÉMIE DU COVID-19

5 décembre 2020

L'épidémie actuelle est un fléau qui tue les personnes vulnérables et qu'il faut combattre efficacement. Mais au-delà de l'aspect médical, cette étude résumée s'interroge sur l'exploitation financière et politique de l'épidémie. Les quatre constats ci-dessous, factuels, peuvent alimenter le lecteur cherchant des données objectives : les références lui permettent d'approfondir l'information n'ayant pas pu trouver place dans ce résumé.

1 L'épidémie est dramatisée par une manipulation avérée de l'information

A) Le nombre de morts annoncé est très surestimé

Le docteur P. El Baze¹ explique dans *France Soir* le 16 septembre 2020 que le chiffre de morts annoncé sur les sept premiers mois de 2020 est au moins le double du chiffre réel. En effet sur cette même période il n'y a eu que 16 300 morts de plus en 2020 qu'en 2019 : « **Mathématiquement il est démontré que le chiffre de 30 800 morts [sur sept mois] à cause du Covid-19 est impossible. Si les**

1-Peter El Baze, ex-Médecin Attaché des Hôpitaux du CHU de Nice, ancien Chef du Service de Médecine Interne A1, Les Sources, Nice

morts supplémentaires en 2020 étaient tous à cause du Covid-19, leur chiffre ne peut pas dépasser 14 500 et probablement beaucoup moins. »² Cet article est d'autant plus intéressant qu'il a été critiqué par l'équipe « anti-inox » de *Libération* : elle n'a pu y relever qu'une erreur de détail, qui a été rectifiée. **Il est donc à ce jour non réfuté.**

On peut se demander comment il est possible de tant exagérer les chiffres ? P. El Baze explique dans son article pourquoi « *la majorité des certificats de décès cochés « morts COVID-19 », ne sont pas morts à cause du COVID-19* ». L'APCE (Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe) explique déjà comment c'est possible dans son rapport du 7 juin 2010³ au sujet de la crise précédente H1N1 : « *de nombreux pays ont eu des difficultés à clairement faire la distinction entre les patients qui sont morts en ayant la grippe porcine (c'est-à-dire ceux présentant des symptômes de la grippe porcine mais **dont le décès a été causé par d'autres pathologies**) et les patients qui sont morts de la grippe porcine (c'est-à-dire ceux chez lesquels la grippe porcine est la principale cause du décès) ; **certaines statistiques sur lesquelles des décisions ultérieures de santé publique se sont fondées, ont pu s'en trouver "faussées"** ». L'histoire se répète pour le Covid-19 : on a de nombreux témoignages (par exemple le Dr Bellier ci-dessous) qu'on impute « par défaut » au Covid-19 des décès dus à d'autres pathologies.*

B) L'épidémie est excessivement dramatisée, selon des scientifiques reconnus

1) Le nombre de « cas » est fortement surestimé

Les porteurs sains sont comptés comme « cas », ce qui affole le public : « *Une grande partie des « cas d'infection » pouvaient en réalité être des personnes **déjà immunisées contre le virus**, encore porteuses de « débris viraux » dans leur organisme⁴.* ». Or ces porteurs sains sont utiles, car bénéfiques à l'immunité collective⁵.

2-<http://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/les-donnees-insee-demonstrent-que-est-impossible-davoir-30-800-morts-en-plus-en>

3 - <https://pace.coe.int/fr/files/12463/html>, rapport au sujet de la crise H1N1, cité plus loin.

4 -Beda Stadler, professeur émérite et ancien directeur de l'Institut de virologie et d'immunologie de l'Université de Berne, cité par le Dr Nicole Delépine dans France Soir le 31 juillet 2020 : <http://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/crise-du-coronavirus-en-france-epidemie-terminee-versus-panique-organisee-pourquoi>

5 - La déclaration de Great Barrington et le Dr Bellier, cités plus loin, confirment ce phénomène d'immunité collective.

Exemple de cette surestimation alarmiste, dans son allocution du 29 octobre, E. Macron prédisait : "**Quoi que nous fassions, près de 9 000 patients seront en réanimation à la mi-novembre.**" Le 15 novembre, il y en eut... 4 880.⁶

2) *Le confinement est une réponse disproportionnée qui produit la ruine économique et « des effets désastreux sur la santé publique »*

Dans la **Déclaration de Great Barrington**, le 4 octobre 2020, 35 000 scientifiques estiment que « *les politiques actuelles de confinement produisent des effets désastreux sur la santé publique* ». Ils recommandent de développer l'immunité collective en évitant tout confinement général : « *autoriser ceux qui ont le moins de risques de mourir du virus de vivre leur vie normalement afin qu'ils fabriquent de l'immunité au travers d'infections naturelles tout en protégeant celles et ceux qui ont le plus de risques de mourir.* »⁷

2 *L'épidémie est un enjeu financier énorme pour les firmes pharmaceutiques*

A) *Dès 2009, l'OMS avait modifié sa définition d'une pandémie pour déclarer indûment le virus H1N1 « pandémie », ce qui a rapporté 7 à 10 milliards de dollars à l'industrie pharmaceutique*

Le *Nouvel Obs* signale que la crise H1N1 de 2009 a fait 18 114 décès dans le monde, alors que l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) prévoyait... 7,4 millions de décès un an plus tôt. L'OBS décrit ainsi la manipulation opérée sur

6- LCI le 17 novembre 2020 : <https://www.lci.fr/politique/covid-19-9000-patients-seront-en-reanimation-a-la-mi-novembre-emmanuel-macron-a-t-il-ete-alarmiste-2170390.html>

7 - <https://gbdeclaration.org/la-declaration-de-great-barrington/>. Cette déclaration, à lire en entier, a pour premiers signataires le Dr Martin Kulldorff, professeur de médecine à l'université de Harvard, biostatisticien et épidémiologiste, le Dr Sunetra Gupta, professeur à l'université d'Oxford, épidémiologiste spécialisée dans l'immunologie, le Dr Jay Bhattacharya, professeur de l'université de Stanford, médecin, épidémiologiste.

le site de l'OMS : « **Avant le 4 mai 2009, la définition d'une pandémie virale** [sur le site de l'OMS] *était la suivante : « Une pandémie de grippe se produit lorsqu'apparaît un nouveau sous-type de virus dont personne n'est à l'abri. Plusieurs épidémies peuvent se déclarer simultanément dans le monde, provoquant un grand nombre de cas et de décès. »* Le site renvoie à la « *check-list* » qui [...] dit [...] : « *même dans l'hypothèse la plus modérée, on dénombrera quelques 7,4 millions de décès dans le monde, dans un laps de temps très bref...* ». **Après le 4 mai 2009, sur le même site, les notions de morbidité et de mortalité ont disparu.** Le 11 juin, Margaret Chan, directrice générale de l'OMS déclenche la phase 6 de la pandémie grippale, la plus haute, alors que **144 décès** sont attribués à la grippe A dans le monde. **Cette déclaration n'aurait pu être faite sans le changement de définition, excluant la prise en considération de la mortalité.** »⁸

Le rapport officiel de l'APCE du 7 juin 2010 sur la gestion de la crise H1N1 (note 3 ci-dessus) est accablant pour l'OMS. Plébiscité dans l'assemblée du 24 juin 2010 par 60 voix contre une (et une abstention), il est riche d'enseignements pour éclairer les enjeux financiers et le comportement des mêmes acteurs que ceux de la crise actuelle du Covid-19 : « *D'après les estimations de la banque internationale d'investissements JP Morgan, les ventes de vaccins contre la grippe H1N1 en 2009 pourraient générer entre 7 et 10 milliards de dollars de bénéfices pour leurs fabricants. Le groupe Sanofi-Aventis a annoncé début 2010 avoir enregistré un bénéfice net de 7,8 milliards d'euros (+11 %) en raison des ventes «record» de vaccins antigrippaux.* » (n° 47 du rapport).

Le rapport dénonce les pratiques commerciales de certaines entreprises : « *était-il justifié de vendre aux gouvernements nationaux des vaccins H1N1 à des prix deux à trois fois plus élevés que ceux pratiqués pour le vaccin de la grippe saisonnière en utilisant essentiellement des adjuvants brevetés et en réalisant par là-même des bénéfices exagérément élevés sur le dos d'une crise déclarée de santé publique ?* » (n°47)

L'épidémie ayant été « *largement surestimée* », les États se retrouvent avec des stocks de vaccins inutiles. Par exemple « *la France se retrouve en définitive avec une facture de santé publique pour les vaccins qui s'élève à 365 millions d'euros et avec un stock de 25 millions de doses de vaccins dont la durée de conservation expire fin 2010.* »(n°52)

8-Article de l'OBS du 4 juin 2010 : <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-nos-vies-connectees/20100603.RUE6852/grippe-a-comment-l-oms-a-dramatise-les-effets-de-la-pandemie.html>

B) En juin 2010, l'APCE dénonce un « grave manque de transparence » de l'OMS, affirmant détenir « la preuve écrasante que la gravité de la pandémie [H1N1] a été largement surestimée »

Le rapport du 7 juin 2010 de l'APCE accuse l'OMS et les organismes européens de santé publique : « *L'Assemblée déplore sérieusement leur réticence à partager certaines informations essentielles et en particulier à publier les noms et déclarations d'intérêt des membres du Comité d'urgence de l'OMS et des organes consultatifs européens directement responsables des recommandations relatives à la gestion de la pandémie* » (Projet de résolution A.5, p.3)

« *L'Assemblée fait état d'un **grave manque de transparence** dans les prises de décisions liées à la pandémie, qui soulève des préoccupations concernant **l'influence que l'industrie pharmaceutique a pu exercer sur certaines décisions parmi les plus importantes concernant la pandémie.*** » (A.2, p.3)

Le rapport signale « ***L'évidence écrasante que la gravité de la pandémie avait été largement surestimée par l'OMS au départ*** » (A.5, p.3)

« *L'Assemblée en appelle également aux États membres afin : [...] de garantir que le secteur privé ne tire pas un profit abusif des alarmes de santé publique et ne parvienne à se dégager de ses responsabilités **en vue de privatiser ses gains, tout en partageant les risques.*** » (A.8.6 p.4)

Le rapport conclut notamment : « *Le rapporteur considère que certains effets de la pandémie, comme l'atteste le présent rapport, ont été dramatiques : [...] **le gaspillage de sommes colossales d'argent public, l'installation d'un sentiment de crainte injustifié parmi les Européens, l'exposition à des risques sanitaires engendrée par des vaccins et des médicaments qui n'ont peut-être pas subi suffisamment de tests avant d'être autorisés par le biais de procédures accélérées** en sont autant d'exemples* » (n° 64 p.20)

« *Les soupçons d'influence et de pression inappropriées exercées sur les autorités nationales par l'industrie pharmaceutique ont été étayés par d'autres éléments, comme la nature des accords contractuels conclus entre les gouvernements et les groupes pharmaceutiques. Les informations communiquées par plusieurs pays européens indiquent que **les gouvernements nationaux ont subi des pressions pour accélérer la conclusion de contrats majeurs, que le prix des vaccins ont fait l'objet de pratiques douteuses**, qu'ils ne répondaient pas à des conditions normales de marché et **que l'on a essayé de faire endosser aux gouvernements***

nationaux la responsabilité des effets indésirables concernant les vaccins et les médicaments, lesquels n'ont peut-être pas subi suffisamment de tests. » (n° 66)
« *Enfin, le rapporteur est très préoccupé par la manière dont les informations sur la pandémie ont été communiquées au public par l'OMS et les autorités nationales, **par le rôle des médias en la matière et par les craintes suscitées au sein de la population.*** » (n° 67)

Le compte-rendu du débat parlementaire de l'APCE sur H1N1, le 24 juin 2010, est également disponible.⁹ M. Hunke, député allemand, déclare : « *Nous avons atteint le degré 6, le plus élevé, suite à quoi des millions ont été dépensés pour acheter des vaccins. En Allemagne, nous pensons avoir dépassé un milliard ! [...] il faut mener une enquête, ne serait-ce que **pour éviter que cela ne se reproduise à l'avenir.*** [...]»

*L'OMS a modifié les critères de classement d'une épidémie en niveau 6. Ce n'était plus la gravité de l'épidémie qui était prise en considération, mais sa circulation. Nous avons posé la question à de nombreuses reprises. **Nous n'avons jamais obtenu de réponse à cette question : pourquoi avoir modifié les critères ? [...]***

J'ai des contrats confidentiels signés entre l'État allemand et GlaxoSmithKline. Moi, en tant que député, je n'ai même pas le droit de voir officiellement ces contrats. Ils ont été mis sur internet par des donneurs d'alerte en Allemagne. Ces contrats expliquent ce qui se passe en cas de classement au niveau 6, quelles quantités de doses de vaccins doivent être achetées par les États, etc. Ce type de contrat a été conclu avant la modification des critères par l'OMS. Il a été signé par la plupart des États. [...]

***La grippe porcine ne fut-elle finalement qu'une grande campagne de marketing lancée par l'industrie pharmaceutique aux dépens de nos budgets, de nos populations et de l'OMS ?** Nous ne pouvons pas répondre à cette question car nous n'avons même pas droit à l'information. Cela a créé une grande méfiance au sein de la population.* »

C) Le milliardaire philanthrope Bill Gates se distingue comme un ardent promoteur du vaccin

Bill Gates est omniprésent par sa communication et ses financements dans le domaine sanitaire. Devenu le bailleur majoritaire de l'OMS, ayant ajouté

⁹ -Documents sources de l'APCE : <https://pace.coe.int/fr/files/17888>

150 millions de dollars à sa dotation en avril 2020, il est par ailleurs actionnaire de grands laboratoires pharmaceutiques qui recevront les profits des vaccins.

Dans *l'Express* du 17 septembre 2020, Bill Gates déclare que « 40 milliards de dollars suffisent pour vacciner le monde entier » et qu'il faudra « partout dans le monde, convaincre 60% des gens » de se faire vacciner. Pour atteindre un tel taux, il semble clair qu'il faudra **imposer** le vaccin aux gens.

Or les bénéficiaires d'un vaccin ne sont pas nécessairement proportionnés aux risques qu'il induit. Robert F Kennedy Jr. dénonce par exemple des expériences en Guinée Bissau : « Le Dr Morgenson et son équipe ont constaté que les filles vaccinées avec le vaccin DTC – le fleuron du programme GAVI/OMS de Bill Gates – ont été dix fois plus nombreuses à mourir que les enfants non vaccinés. »¹⁰

3 La crise sanitaire est une opportunité politique pour le projet mondialiste

A) Elle offre aux autorités l'occasion d'accroître le contrôle de la population

Sans mentionner l'incompréhensible interdiction de l'hydroxychloroquine (utilisée dans le monde entier, et en France sans ordonnance jusqu'en janvier 2020), la liberté de parole et d'action des praticiens français a déjà été restreinte. Le Docteur Bellier de Lyon dénonce la manipulation des informations et les intimidations : « J'estime que 80 % des diagnostics de covid sont faux, surtout sur les causes de décès. J'ai moi-même rempli des certificats de décès en 2009, à l'époque du H1N1, "mort du H1N1", alors que c'étaient des cancéreux en phase terminale. J'ai honte. J'ai eu des preuves que ce phénomène non seulement est toujours présent, mais qu'il s'est amplifié [...] Les porteurs sains sont utiles et nécessaires car c'est par eux que la protection de masse va se faire. »¹¹

En juillet 2020, la Société de pathologie infectieuse de langue française (Spilf) a déposé plainte contre Didier Raoult, directeur de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) de Marseille, auprès du Conseil départemental de l'Ordre des médecins des

10 - https://reseauinternational.net/ROBERT-F-KENNEDY-JR-MET-EN-GARDE-CONTRE-LE-GENOCIDE-DE-LOMS/?FBCLID=IWAR3IAPS37JPO4EYU2ZDKZNLVIRV5OWBY7WZPBFBFRD3QGNQJYO4Z_8C4AOM%20AOM.

11 - <https://covidinfos.net/covid19/jestime-que-80-des-diagnostics-de-covid-sont-faux-surtout-sur-les-causes-de-deces-la-lettre-dun-medecin-pneumologue-a-bout-de-nerfs/1967/>

Bouches-du-Rhône. Les sanctions encourues vont du simple avertissement à la radiation définitive.¹² Le Dr Raoult signale qu'il a reçu des menaces de mort.

Le 25 octobre, Facebook a désactivé le groupe des **482 000 personnes** qui suivent les informations du Professeur Raoult au motif qu'il "ne respecte pas les standards de la communauté".¹³ Pourquoi un scientifique mondialement reconnu ne peut-il plus s'exprimer dans notre pays, ni soigner selon son expertise ? Si bien que 300 intellectuels français déclarent dans une tribune du 29 octobre 2020 : « Nous en avons plus qu'assez qu'on nous demande de nous comporter comme les moutons de Panurge au nom d'un principe de précaution totalement dénaturé et **d'interprétations statistiques relevant de la manipulation.** »¹⁴

B) L'épidémie est récupérée au profit de l'établissement d'un gouvernement mondial : en témoigne le « Great Reset » (grande réinitialisation) de Davos 2021

Gordon Brown déclarait déjà en mars 2020 : « **Un gouvernement global temporaire** serait une réponse globale coordonnée, [...] **muni de pouvoirs exécutifs** », car « cette affaire ne peut pas être réglée par un seul pays. »¹⁵

Mais surtout la parution récente du livre de Klaus Schwab¹⁶ et Thierry Malleret, *The Great reset*, et, pour la première fois, l'ouverture à tous du 51^{ème} forum de Davos via un événement virtuel, dramatisent le Covid-19 pour promouvoir un changement de gouvernance mondiale :

1) « La pandémie présente une occasion rare et limitée de repenser, réinventer et remettre notre monde à zéro. »¹⁷

« Cette pandémie mondiale a également démontré [...] à quel point nous sommes interconnectés. Il est de notre **devoir de rétablir un système fonctionnel de coopération mondiale intelligente, structuré** pour relever les défis des 50 prochaines années. La Grande Réinitialisation **exigera** que nous intégrions tous les

12 - <https://www.lefigaro.fr/sciences/le-pr-raoult-voise-par-une-plainte-a-l-ordre-des-medecins-20200902>

13 - <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/le-groupe-facebook-didier-raoult-vs-coronavirus-desactive-20201025>

14 - <https://francais.rt.com/france/80184-dans-tribune-300-intellectuels-se-disent-atteres-reconfinement>

15 - Gordon Brown, ancien premier ministre britannique, *The guardian.com*, 26 mars 2020.

16 - Fondateur du WEF - World Economic Forum - de Davos

17 - Klaus Schwab. <https://fr.weforum.org/press/2020/06/la-grande-reinitialisation-un-sommet-unique-pour-debuter-2021/>

acteurs de la société mondiale dans une communauté d'intérêt, d'objectif et d'action communs. »¹⁸

2) Un sommet mondial animé par la jeune génération

Le forum 2021 organisera une concertation virtuelle entre les dirigeants du monde réunis à Davos et des milliers de jeunes de plus de 400 villes. Le but est de préparer les 50 années à venir à la suite de la « tragédie humaine »¹⁹ que vit notre époque. Ce forum virtuel mondial ressemble à un embryon des « états généraux du monde » proposés par Jacques Attali dès 2011²⁰, pour alimenter la fiction que le gouvernement mondial sera voulu librement par les citoyens du monde, et non imposé par une oligarchie : « Certains dénonceraient en lui [un gouvernement mondial] une oppressante dictature à l'échelle de la planète. Il est vraisemblable que, si elle votait aujourd'hui, l'humanité s'y opposerait largement, alors qu'elle voterait sans doute un texte général, affirmant l'unité et la solidarité de l'espèce humaine, voire réclamant **la tenue d'états généraux du monde. C'est donc par eux qu'il faudra commencer.** »²¹

4

Cette épidémie a été anticipée

A) Jacques Attali écrit dès 2009 qu'une pandémie peut être un accélérateur à l'établissement d'un gouvernement mondial

Le projet de gouvernement mondial est bien antérieur à la pandémie. Jacques Attali promeut et annonce un gouvernement mondial comme inéluctable dès 2011 dans son ouvrage Demain qui gouvernera le monde ? : « **Un tel gouvernement existera un jour. Après un désastre, ou à sa place. Il est urgent d'oser y penser, pour le meilleur du monde.** »²²

18 - <https://fr.weforum.org/press/2020/06/la-grande-reinitialisation-un-sommet-unique-pour-debuter-2021/>

19 - Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, cité sur le site de Davos (référence précédente).

20 - Jacques Attali, Demain qui gouvernera le monde, Fayard, oct. 2011, p 344 à 346.

21 - idem, Fayard, oct. 2011, p 22.

22 - idem, Fayard, oct. 2011, 4^{ème} page de couverture.

En 2009, il écrivait déjà : « L'histoire nous apprend que l'humanité n'évolue significativement que lorsqu'elle a vraiment peur : elle met alors en place des mécanismes de défense [...]. **La pandémie qui commence [H1N1] pourrait déclencher une de ces peurs structurantes** ». Pour se protéger des pandémies à venir, il propose de mettre « en place une police mondiale, un stockage mondial et donc une fiscalité mondiale. **On en viendra alors beaucoup plus vite que ne l'aurait permis la seule raison économique, à mettre en place les bases d'un véritable gouvernement mondial.** »²³

B) Un rapport de la fondation Rockefeller en 2010²⁴ envisage une épidémie permettant aux gouvernants une prise de contrôle autoritaire

L'un des scénarios du rapport est titré : « **LOCK STEP [confinement] : Un monde où le contrôle gouvernemental est plus strict et le leadership plus autoritaire, où l'innovation est limitée et où les citoyens sont de plus en plus réprimés** ».

Le scénario décrit un effondrement économique, puis l'instauration de pouvoirs autoritaires, **qui se maintiennent après la fin de la pandémie** : « Pendant la pandémie, les dirigeants nationaux du monde entier ont [...] imposé des règles et des restrictions hermétiques, allant du port obligatoire de masques faciaux à la vérification de la température corporelle à l'entrée des espaces communs [...]. **Même après l'atténuation de la pandémie, ce contrôle et cette surveillance plus autoritaires des citoyens et de leurs activités se sont maintenus et même intensifiés.**[...] **Les dirigeants du monde entier ont pris une main plus ferme sur le pouvoir.** »

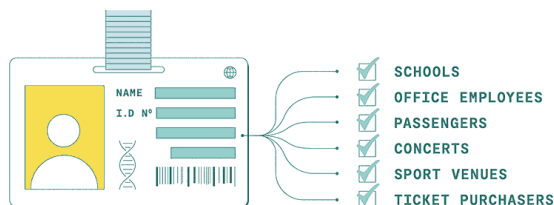
« **D'abord, la notion d'un monde plus surveillé fut mieux acceptée et approuvée par le public. Les citoyens abandonnèrent volontairement une part de leur souveraineté, et de leur vie privée, à des États plus paternalistes en échange d'une plus grande sécurité, de plus de stabilité. Les citoyens acceptèrent plus volontiers d'être surveillés et soumis à un pouvoir exercé de haut en bas, ils le souhaitèrent même, et les dirigeants nationaux eurent les coudées franches pour imposer un ordre qui les arrangeait.** »

23 - Jacques Attali, *blogs.lexpress*, 3 mai 2009, au sujet de l'épidémie H1N1.

24 - Ce rapport publié en mai 2010, Scénarios pour l'avenir de la technologie et du développement international, envisage le scénario d'une pandémie mondiale meurtrière et ses conséquences : https://translate.google.com/translate?hl=en&sl=en&tl=fr&u=https%3A%2F%2Fwww.biblioteca.pleya.des.net%2Fsociopolitica%2Fsociopol_rockefeller10.htm&sandbox=1

Dix ans plus tard, le 22 avril 2020, la Fondation Rockefeller propose un « *Plan d'action national* » sur le Covid-19 incluant la constitution d'un Conseil sur la pandémie, doté d'une autorité analogue à celle du président des États-Unis en temps de guerre²⁵. Ce pouvoir inclut le test et le traçage de la population : « *Les personnes dépistées doivent recevoir un **numéro d'identification de patient unique** qui serait lié à l'information sur le statut viral, des anticorps et éventuellement vaccinal d'un patient dans le cadre d'un système qui pourrait facilement être connecté avec d'autres systèmes [...]. Les écoles pourraient établir un lien de ce système avec les listes de présence, les grands immeubles de bureaux avec les cartes d'identification des employés, TSA²⁶ avec les listes de passagers, les salles de concert et de sport avec les acheteurs de billets. Ces connexions doivent être établies de manière à protéger les informations d'identification personnelle dans la mesure du possible.* »

Un schéma du rapport est évocateur : aller à l'école, au bureau, au concert, au sport, voyager ou acheter un ticket, pourra être soumis au contrôle de l'identité médicale de la personne, y compris la vaccination ! On comprend dès lors comment M. Macron peut dire le 24 novembre aux français qu'il ne rendra pas le vaccin obligatoire. Il y a d'autres moyens « administratifs » d'imposer ce vaccin, par des règles scolaires, professionnelles, sociales.



C) Conclusion : les interrogations du Docteur Badel, psychiatre, ne sont-elles pas légitimes ?

Cette analyse résumée conduit à quatre constats :

- 1) La dramatisation de l'épidémie s'appuie sur une manipulation avérée des chiffres.
- 2) Depuis 10 ans déjà des autorités officielles (l'APCE notamment) ont critiqué le « manque de transparence » de l'OMS, la grave surestimation

de l'épidémie H1N1 dont les producteurs de vaccins ont tiré d'énormes profits. Le rapport de l'APCE du 7 juin 2010 demande la garantie que « *le secteur privé ne tire pas profit des alarmes de santé publique* ». Vu l'envahissante campagne de presse de novembre 2020 en faveur d'un vaccin, le soutien de l'OMS, les énormes contrats d'achats annoncés par l'Europe et les États, on peut se demander ce qui a changé depuis 2009.

- 3) Au-delà des intérêts financiers, la crise sanitaire éveille manifestement l'intérêt politique des lobbies mondialistes pour accroître le contrôle de la population et accélérer la mise en place d'un gouvernement mondial.
- 4) Une pandémie était anticipée depuis 10 ans déjà comme un accélérateur potentiel du mondialisme par J. Attali, d'un pouvoir totalitaire par la fondation Rockefeller.

Par conséquent, ces interrogations du Dr Badel semblent légitimes : « **Pour la première fois de l'histoire, un vaccin va voir le jour en un an. On peut espérer que nombreux seront ceux qui douteront des conditions de sécurité de son élaboration (raccourcissement des durées des phases 1, 2 et 3), de sa tolérance et de son efficacité. Les laboratoires eux-mêmes ont du reste déjà prévenu que les premières versions ne seraient ni les mieux tolérées, ni les plus efficaces !**

Osons une petite prospection, le gouvernement en fait bien depuis le début de cette crise en annonçant tous les 15 jours l'arrivée de la deuxième vague depuis avril : **la pente idéologique nous conduit prochainement au passeport sanitaire, à la vaccination obligatoire.** [...] **Les applications de traçage permettront d'interdire de rentrer dans les lieux publics à ceux qui, non vaccinés, ne sont pas de bons citoyens. À l'aide de votre smartphone et de votre carte vitale, la surveillance sera totale.** [...] Nous pouvons craindre le pire pour nos droits fondamentaux. »²⁷

Notre conclusion est que la dramatisation du covid-19 poursuit d'abord un but politique. Les maires et élus locaux, enracinés, proches des citoyens, sont témoins des détresses engendrées par le grand théâtre médiatique des informations à sens unique, par le confinement généralisé, dévastateur et disproportionné. Les maires seront un recours efficace s'ils savent s'unir pour défendre leurs administrés. La première étape indispensable est que la population prenne conscience du danger politique.

25 - <https://www.rockefellerfoundation.org/national-covid-19-testing-action-plan/>

26- TSA : Transportation Security Administration : l'administration américaine de la sécurité des transports.

27 - Article du 26 septembre 2020 : <https://covidinfos.net/covid19/covid-19-le-dr-badel-denonce-une-imposture-et-un-gouvernement-peu-soucieux-de-notre-sante/2347/>